



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**
Équipe raffinage pétrochimie

Le Havre, le 8 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EXXONMOBIL CHEMICAL FRANCE
BP 52
76330 PORT JEROME SUR SEINE

Références : 20221004-VI-EMCF-LPP-COV

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement ExxonMobil Chemical France implanté route de Port-Jérôme (RD 173) 76170 LILLEBONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXXONMOBIL CHEMICAL FRANCE
- Chemin départemental 173 BP 53 76170 LILLEBONNE
- Code AIOT : 0005800496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Composés Organiques Volatils (COV)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Événements finition - Mesures de concentration en COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Stockage de triéthylaluminium	Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 9.6.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Émissions diffuses fugitives - Réparations	Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 3.3.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Déclaration des émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 31/01/2008, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Torchages 2021	Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 3.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emissions diffuses fugitives - Résultats globaux	Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 3.3.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne dispose pas d'un programme de surveillance des COV des émissaires canalisés hors installations de combustion, ce qui constitue une non-conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié, qui avait déjà été relevée lors des visites d'inspection des deux années précédentes. L'inspection propose donc de mettre l'exploitant en demeure de respecter ces dispositions sous un délai de 6 mois.

Dans l'attente de la mise en place de ce programme de surveillance, les émissions liées aux opérations de granulation/finition/stockage sont à intégrer à la déclaration annuelle des émissions de COV. La déclaration 2021 est à corriger sous 1 mois en ce sens.

Par ailleurs, l'exploitant devra fournir des éléments complémentaires afin de justifier de la bonne estimation des émissions de COV 2021 liées aux torches (voir détail au point de contrôle n°4).

En ce qui concerne les émissions fugitives de COV, l'exploitant devra, sous un délai de 3 mois, réaliser et fournir le résultat de la nouvelle mesure de la concentration en COV du point 16659:1 et présenter un plan d'actions pour sa remise en état au cas où le seuil de réparation serait encore dépassé.

Enfin, la non-conformité de la rétention du stockage de triéthylaluminium constatée lors de la visite d'inspection de 2021 n'ayant pas été levée, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place une rétention conforme aux dispositions de l'article 9.6.3 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2011 modifié sous un délai de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle N° 1 : Émissions diffuses fugitives - Résultats globaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 3.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : <p>Chaque année, l'exploitant doit démontrer le respect des valeurs limites pour les émissions fugitives de composés organiques volatiles.</p> <p>Il réalise pour cela une campagne de mesures selon la méthode 21 de l'US EPA, basée sur une campagne initiale réalisée en 2003 :</p> <ul style="list-style-type: none">• repérage des points potentiels d'émissions de COV (système d'étanchéité de vannes, brides, pompes, ...)• mesure des concentrations de tous les points accessibles,• repérage des éléments fuyards (>10 000 ppm)• réparation simple : resserrage,• mesure des nouvelles concentrations,• quantification des débits d'émission initiaux et après la réparation,• identification des fuites résiduelles pour la préparation de l'arrêt. <p>Le programme de mesure garantit que l'ensemble de la population d'équipements est contrôlée sur une période de 6 ans.</p> <p>[...]</p> <p>Les émissions fugitives doivent être contenues à une valeur inférieure à 5 kg / point de fuites / an à compter du 1er janvier 2010.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté son programme de quantification des émissions fugitives de COV. Pour les points accessibles, une mesure par détecteur à ionisation de flamme est réalisée afin d'obtenir une concentration en ppm pour chaque point. Cette concentration est convertie en kg/h en utilisant les facteurs de corrélation de la norme NF EN 15446. Pour les points inaccessibles, des contrôles à la caméra infrarouge sont réalisés de manière à détecter les points fuyards, puis l'exploitant attribue à chaque point un taux de fuite issu de précédentes campagnes de mesures sur des points similaires. L'exploitant convertit ensuite ces débits de fuite en t/an en considérant que tous les points émettent 24 heures sur 24 et 365 jours par an.</p> <p>Bien que le seuil de réparation de fuite soit fixé à 10 000 ppm, le débit de fuite total du site est calculé en sommant les débits de fuite de l'ensemble des points de fuite, y compris ceux en-deçà du seuil de réparation de 10 000 ppm.</p> <p>L'ensemble des points de fuite potentiels avaient été contrôlés en août 2021, après le grand arrêt. Sur les 11 587 points contrôlés, 53 points dépassaient le seuil de réparation de 10 000 ppm. Le débit de fuite total était alors de 61 830 kg/an. Plusieurs campagnes de resserrage ont été menées en 2021 et 2022 sur les 53 points dépassant le seuil de réparation, ce qui a permis de réduire le nombre de points à réparer à 12 et le débit de fuite à 22 095 kg/an en septembre 2022, ou 19 300 kg/an sur 10 931 points en excluant le méthane. Entre septembre 2021 et septembre 2022, en considérant les débits de fuite au prorata temporis, l'exploitant a estimé son débit de fuite annuel à 2,07 kg/point/an. La valeur limite de 5 kg/point/an est donc respectée.</p> <p>Toutefois, selon la stratégie actuelle de l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'ensemble des points de fuite potentiels sont mesurés après chaque grand arrêt ;- par la suite et jusqu'au grand arrêt suivant, intervenant 7 ans après, seuls les points dépassant le seuil de réparation de 10 000 ppm sont remesurés suite aux tentatives de réparations simples. <p>Cela signifie que, suite à la campagne exhaustive d'août 2021, seuls 53 points ont fait ou feront l'objet de nouvelles mesures d'ici 2028, soit 0,5 % de l'ensemble des points. Pour les 99,5 % restants, l'exploitant considère que le débit de fuite est constant jusqu'à la prochaine mesure. Comme déjà relevé suite à l'inspection du 09/11/2021, l'inspection considère qu'avec une telle stratégie, les estimations des émissions fugitives de l'exploitant dans les années à venir seront de moins en moins fiables et vraisemblablement sous-estimées car il ne prend pas en compte l'évolution des taux de fuite.</p> <p>Sur ce point, l'exploitant a indiqué qu'il est en cours de mise à jour sa stratégie de quantification des émissions de manière à inclure une estimation de l'évolution des fuites les années sans mesure, et de prévoir des actions sur les points dont la concentration mesurée est comprise entre 1 000 et 10 000 ppm. L'exploitant prévoit de présenter ces évolutions à l'inspection des installations</p>

classées en novembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle N° 2 : Émissions diffuses fugitives - Réparations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 3.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, COV
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour toutes les unités, les éléments fuyards (>10 000 ppm), dont la réparation simple lors de la campagne de mesure n'a pas apporté le gain escompté (une vérification de l'efficacité de la vérification est faite après intervention), font l'objet d'une remise en état lors du grand arrêt suivant la mesure. En cas de remplacement, les équipements installés sont conformes aux meilleures technologies disponibles.</p>
<p>Constats : Pour les 12 points demeurant au-delà du seuil de réparation de 10 000 ppm (voir point de contrôle n°1), l'exploitant a présenté son plan d'actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une fuite a été réparée et est en attente de remesure (point 16659:1) ; - 5 fuites seront réparées à un arrêt technique prévu d'ici fin 2022 ; - 6 fuites seront réparées d'ici fin 2023. <p>Parmi les fuites résiduelles, l'inspection a demandé à voir les fiches de préparation de travaux des points 16365 et 14153, dont la concentration mesurée est supérieure à 100 000 ppm. Pour les deux points, la réparation nécessite une vidange et un inertage de la section, ce qui justifie l'attente d'un arrêt technique.</p> <p><u>Point de fuite 16659:1 :</u></p> <p>Ce point a été mesuré à une concentration supérieure au seuil de réparation de 10 000 ppm en 2015, puis en 2018. Aucune intervention n'a été réalisée sur ce point lors du grand arrêt 2021, ce qui constitue une non-conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 3.3.7 reprises ci-dessus.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'aucune intervention n'a été faite lors du grand arrêt 2021 car il a été considéré que ce point était réparable en marche. Cependant, l'absence de réparation en marche entre 2015 et 2021 est resté inexpliqué. L'inspection rappelle que le débit de fuite de ce point n'est pas négligeable puisqu'il est estimé à 0,22 kg/h, ce qui peut représenter près de 2 tonnes par an si l'équipement concerné fonctionne toute l'année. Une tentative de resserrage a été effectuée en octobre 2021 par un prestataire extérieur mais s'est révélée infructueuse. Une nouvelle tentative a été effectuée en août 2022 par le service instrumentation de l'exploitant. Au jour de la visite, aucune remesure n'a pu être effectuée car la section n'est pas sous hydrocarbures. Toutefois, l'exploitant a déclaré avoir effectué des tests avec un dispositif de détection de fuite type "1000 bulles" qui semble montrer que l'ampleur de la fuite a diminué. L'exploitant devra effectuer (et transmettre le résultat à l'inspection des installations classées) sous 3 mois une nouvelle mesure de la concentration en COV sur ce point afin de démontrer que la concentration a été ramenée sous le seuil de réparation ou, à défaut, proposer un plan d'action pour la remise en état du point fuyard.</p> <p>Les constats ci-dessus montrent que le suivi dans le temps des points de fuite doit être amélioré. Sur ce point, l'exploitant prévoit de présenter à l'inspection des installations classées en novembre 2022 les pistes envisagées pour améliorer le suivi des émissions fugitives et notamment repérer les points régulièrement fuyards.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Point de contrôle N° 3 : Événements finition - Mesures de concentration en COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée :

I. - Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

L'arrêté d'autorisation fixe la nature et la fréquence des mesures définissant le programme de surveillance des émissions. Les articles 59 et 60 précisent, pour la plupart des polluants, la nature et la fréquence minimale à imposer selon les flux totaux autorisés (canalisés et diffus). En fonction des caractéristiques de l'installation ou de la sensibilité de l'environnement, d'autres polluants peuvent être visés ou des seuils inférieurs peuvent être définis.

II. - Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur. Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prévoir d'autres méthodes lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée en accord avec l'inspection des installations classées, par un organisme extérieur compétent.

III. - Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

[...]

IV. - Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.

L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.

Constats : Les ateliers de granulation et de finition et les silos de stockage de poudre ou de granulés comprennent de nombreux points de rejets de COV à l'atmosphère, dont certains pourraient être qualifiés de canalisés d'après les observations effectuées sur le terrain. Or, l'exploitant n'effectue aucune mesure de concentration en COV à la sortie de ces points de rejets. Il estime les rejets globaux de COV à partir de la teneur en COV dans la poudre de polypropylène en amont des ateliers et silos de stockage, en sortie de l'unité de polymérisation (estimation de ce type d'émissions pour l'année 2021 : environ 20 tonnes). L'exploitant ne respecte donc pas les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié (dans leur rédaction antérieure aux modifications introduites par l'arrêté ministériel du 22 février 2022) reprises ci-dessus qui imposent, pour les polluants réglementés, des mesures selon des méthodes normalisées de référence (ou d'autres méthodes fournissant des résultats équivalents sous réserve que des mesures de contrôle et d'étalonnage soient effectuées) dont au moins une fois par an par un organisme extérieur agréé ou accrédité. Cette non-conformité avait déjà été soulevée lors des visites d'inspection du 09/06/2020 et du 09/11/2021.

L'exploitant a déclaré que, compte tenu des spécificités du site, la réalisation de mesures représentatives au niveau des événements n'est pas simple à mettre en œuvre :

- le site produit près de 120 grades de polypropylène différents ;
- tous les équipements de la polymérisation aux stockages en passant par les ateliers de finition ne

traitent pas forcément le même grade en même temps (il y a parfois même des mélanges de différents grades issus de la polymérisation dans les ateliers de finition) ;
- il s'agit d'installations existantes dont la forme des conduits (lorsqu'ils existent) n'a pas été prévue pour la réalisation de mesures.

L'exploitant a annoncé lors de la visite avoir lancé la réalisation d'une étude technico-économique auprès d'une société extérieure afin de déterminer sur quels points de rejet des mesures de concentration en COV seraient réalisables. Le rendu de l'étude est prévu pour fin 2023, avec le dossier de réexamen IED faisant suite à la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) sur le traitement des effluents atmosphériques de l'industrie chimique (BREF WGC).

L'inspection note que l'absence de surveillance des émissions de COV sur les émissaires canalisés (hors installations de combustion qui disposent d'une surveillance) constitue une non-conformité vis-à-vis de dispositions de la réglementation nationale (article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié) qui ne sont pas liées à la parution des conclusions sur les MTD du BREF WGC. Cette non-conformité relevée depuis 2020 doit donc être levée sans attendre le dossier de réexamen IED. Ainsi, **l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place sous un délai de 6 mois un programme de surveillance des COV conformément à l'article 58 susvisé pour l'ensemble des émissaires canalisés hors combustion (voir projet d'arrêté de mise en demeure en annexe).**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

Point de contrôle N° 4 : Torchages 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, articles 3.2.3 et 3.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : <u>Article 3.2.3 :</u> Concernant les torches, l'exploitant est en mesure d'estimer le débit rejeté eu égard aux événements ayant entraîné le torchage. Les informations correspondantes sont conservées et tenues à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend en compte les rejets de polluants atmosphériques liés aux torchages dans ses bilans d'émission. Les torches sont équipées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère. Elles sont munies de dispositifs spéciaux d'effacement des fumées pour lesquels l'exploitant tient un suivi de marche (historique du débit de vapeur). <u>Article 3.3.5 :</u> La masse et la composition du gaz envoyé à la torche étant connues, la formule de calcul ci-dessous est utilisée (définie au chapitre « Flares » du guide Concawe) : Masse émise (en kg) = $5E-3 \times \text{masse totale du gaz envoyé (en kg)} \times \text{fraction massique de COV dans le gaz envoyé}$ (en supposant que 0,5 % des hydrocarbures sont imbrûlés)
Constats : L'exploitant a déclaré avoir envoyé 3 417 tonnes d'hydrocarbures à la torche en 2021 (contre 6 223 tonnes en 2020) dont 1 800 tonnes environ liés à des événements spécifiques (c'est-à-dire hors torchage de routine). En utilisant la formule de l'article 3.3.5 reprise ci-dessus, cela correspond bien aux 17 tonnes de COV déclarées par l'exploitant (imbrûlés) dans ses émissions 2021. La formule en question est utilisable dans les cas où la combustion au niveau de la torche est de bonne qualité, ce qui suppose entre autres un débit de vapeur suffisant. L'exploitant a indiqué que le nouveau nez de torche mis en place en 2021 a permis d'augmenter le débit de vapeur de la torche et donc d'améliorer la combustion. L'exploitant justifiera sous 1 mois que, lors des événements de torchage survenus en 2021, le débit de vapeur était suffisant pour assurer une bonne combustion des COV, de manière à justifier l'utilisation de la formule d'estimation de la quantité de COV imbrûlés à la torche. Parmi ces événements, l'exploitant a présenté les principaux et a détaillé les mesures mises en place pour éviter qu'ils ne se reproduisent. D'une manière générale, contrairement à 2020 où certaines causes d'événements de torchages étaient récurrentes, il ne semble pas y avoir de cause commune aux différents événements de 2021. Les éléments présentés n'appellent pas de remarque de l'inspection des installations classées. L'exploitant a déclaré qu'un projet serait présenté à l'inspection des installations classées dans le cadre du dossier de réexamen lié aux conclusions MTD du BREF WGC dont la remise est prévue fin 2023, afin de réduire les torchages de routine.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle N° 5 : Stockage de triéthylaluminium

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 9.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.
Constats : L'exploitant dispose d'un stockage de triéthylaluminium (TEAL), produit pyrophorique liquide, utilisé comme composant du système catalytique pour la réaction de polymérisation. Lors de la visite d'inspection du 09/11/2021, l'inspection des installations classées avait relevé que le stockage de TEAL ne disposait d'aucune rétention susceptible de prévenir la pollution du milieu naturel. Un plan d'actions avait donc été demandé à l'exploitant pour avril 2022, lequel a été transmis en septembre 2022. Ce plan prévoit la réhabilitation de l'aire bétonnée servant de rétention et notamment des murets ceinturant la zone pour l'été 2023. Cependant, l'exploitant a déclaré que suite à ces aménagements, le volume de rétention disponible n'équivaudra pas au volume minimal réglementairement attendu. Selon l'exploitant, le volume de rétention nécessaire pour un produit pyrophorique comme le TEAL est inférieur à celui nécessaire pour un produit liquide classique car en cas de fuite, le TEAL s'enflammera au contact de l'air, ce qui diminuera le volume à collecter. L'exploitant n'a fourni aucun élément chiffré et n'a pas précisé le devenir des éventuels effluents qui déborderaient de la rétention (TEAL ou eaux d'extinction en cas d'incendie). L'inspection propose donc de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 9.6.3 susvisé sous un délai de 6 mois pour son stockage de triéthylaluminium (voir projet d'arrêté de mise en demeure en annexe). Par ailleurs, lors de l'inspection du 09/11/2021, l'inspection avait relevé que le stockage ne respectait pas les recommandations de la fiche de données de sécurité du produit puisqu'il était effectué à l'air libre, sans protection vis-à-vis de la lumière du soleil. Sur ce point, l'exploitant prévoit l'aménagement d'un abri temporaire dans les prochaines semaines puis d'un abri définitif d'ici à l'été 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

Point de contrôle N° 6 : Déclaration des émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
Constats : Les émissions de COV déclarées par l'exploitant pour l'année 2021 sont : - fugitives : 41 t ; - imbrûlés à la torche : 17 t ; - canalisées liées aux installations de combustion : 755 kg ; - diffuses liées à l'utilisation de peroxydes : 11 t ; - diffuses liées à l'utilisation de solvants : 43,5 kg. Le total déclaré est donc d'environ 70 tonnes. L'exploitant a précisé en visite qu'il a inclus dans les émissions fugitives environ 2,8 tonnes d'émissions liées à un incident survenu sur le site (fuite sur un échangeur de refroidissement de propane/propylène). La gestion de l'incident et le plan d'actions présenté par l'exploitant n'appellent pas de remarques de l'inspection des installations classées. Par ailleurs, les émissions liées aux COV piégés dans la poudre de polypropylène en sortie de l'unité de polymérisation, et émis par les différents points de rejet des ateliers de granulation et des silos de stockage de poudre et pellets (environ 20 t d'après l'exploitant – voir point de contrôle n°3) n'ont pas été incluses à la déclaration, ce qui constitue une non-conformité vis-à-vis des dispositions de l'arrêté du 31/01/2008 reprises ci-dessus. L'exploitant devra corriger sous 1 mois sa déclaration des émissions 2021, et veillera à intégrer l'ensemble de ses émissions pour les futures déclarations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois